

160 millions de plus que nous n'avons acheté d'eux.

Dans les conditions qui existaient avant la dernière guerre, ce tableau général aurait été assez satisfaisant et nous aurions peut-être pu continuer de compter sur le maintien de cette situation avantageuse. A cette époque le problème des paiements entre les zones dollar et sterling n'offrait pas de véritables difficultés. En effet, l'énorme revenu que l'Angleterre tirait de ses placements à l'étranger lui permettait de payer assez facilement ses achats dans les zones dollar. Mais, comme l'a souligné le chef de l'opposition (l'honorable M. Haig), non seulement l'Angleterre a-t-elle perdu ces placements mais elle a aussi contracté au compte de sa balance sterling, une dette énorme d'environ 12 milliards. A tort ou à raison, l'Angleterre a entrepris ces dernières années de la liquider devant les avertissements pressants de l'Orient que sans cela le communisme pourrait se répandre. Un éminent économiste canadien a déclaré à une réunion de la Chambre de commerce de Montréal que les balances internationales de l'Angleterre,—y compris les placements qu'elle a sacrifiés et les obligations qu'elle a assumées durant la guerre,—sont de l'ordre de 25 milliards, chiffre dont je ne puis, cependant, garantir l'exactitude. Si l'on songe à l'intérêt perdu sur ces placements et aux obligations qu'imposent ces balances sterling, on s'étonne que notre commerce n'en ait pas été bouleversé davantage.

Avant la dernière guerre mondiale, je le répète, le problème des paiements entre les zones dollar et sterling ne présentait pas de difficultés véritables: l'énorme revenu que l'Angleterre tirait de ses placements à l'étranger lui permettait d'acquitter ses achats dans les zones dollar. Malheureusement, cela n'est plus. Dorénavant, sauf compression radicale du volume de nos exportations vers les zones sterling, nous devons équilibrer beaucoup plus rigoureusement nos achats et nos ventes.

Si nous pouvons compter sur une forte augmentation de nos exportations vers les États-Unis, nos problèmes en seront beaucoup simplifiés probablement. Cependant, on se rend de plus en plus compte qu'à l'avenir, pour le plus grand bien de tous les intéressés, il nous faudra accroître nos importations en provenance des régions du sterling, si nous voulons conserver le rythme actuel de nos exportations; on déploie certains efforts en ce sens.

Inutile de signaler que plusieurs difficultés surgiront. La vérité est qu'en somme,—sauf pour ce qui est des spécialités,—les régions du sterling n'ont guère vendu chez nous ni aux États-Unis. Nous vendons actuellement à la Grande-Bretagne plus que nous n'achetons d'elle: le fait n'est pas nouveau; il existe

depuis que nous avons vu le jour. Je le répète, jadis la Grande-Bretagne pouvait payer ses achats provenant des régions du dollar parce que ses placements au delà des mers lui rapportaient des revenus considérables. Depuis la disparition de ce revenu, la Grande-Bretagne est aux prises avec un problème: chercher à produire des marchandises dont le prix et la qualité attirent les Canadiens.

La question qu'a soulevée mon collègue se rattache à la question du commerce, car si la Grande-Bretagne s'avisait de s'acquitter de ses obligations envers les régions qui détiennent ces balances de sterling en exportant des marchandises d'une valeur de quatre ou cinq cents millions de dollars, les régions du dollar ne pourraient en obtenir. Même si ces articles nous devenaient immédiatement accessibles, rien, à cause de divers problèmes cachés, n'assure la possibilité de leur écoulement. Ce fait que l'industrie britannique répugne à s'engager trop catégoriquement à approvisionner ce marché explique pourquoi les Canadiens sont peu disposés à acheter des articles de fabrication de la Grande-Bretagne. Ainsi le problème n'est pas facile à résoudre.

Selon moi, nous ne redresserons pas la situation à moins d'être disposés à prêter de l'argent à la Grande-Bretagne pour lui permettre d'acheter nos marchandises, ou à moins que les États-Unis ne continuent de fournir de l'argent à la Grande-Bretagne pour qu'elle puisse acheter des marchandises américaines et canadiennes. La vieille méthode pluri-latérale qui accordait tant d'importance à l'intérêt sur les placements n'existe plus, et peut-être ne la reverrons-nous jamais. Ce fait que l'an dernier nous avons vendu beaucoup moins aux États-Unis que nous n'avons importé de ce pays a aggravé nos difficultés monétaires. Certains indices révèlent que les Américains commencent à saisir notre problème à cet égard ainsi que d'autres problèmes semblables qui se posent ailleurs.

Je partage l'avis de mon collègue. Nous pouvions aussi bien, en échange de nos denrées, accorder des fonds à la Grande-Bretagne ou accepter des livres sterling. Mais la question n'en est pas là pour nous, bien que, à l'époque, elle se posât pour les États-Unis. J'ai lu récemment que, depuis trente-cinq ans, les exportations des États-Unis à l'étranger, y compris le Canada, dépassaient la valeur de leurs importations par 101 milliards de dollars.

L'honorable M. Quinn: Quel est le chiffre brut?

L'honorable M. Robertson: Depuis le 1er janvier 1914, l'excédent des exportations américaines sur les importations était de 101 milliards. Ce qui intéresse principalement les